« Considéré son joesne eaige... » Jeunesse, violence et précarité sociale dans les Pays-Bas bourguignons et habsbourgeois (XIV^{ème}-XVI^{ème} siècles)

Aude Musin et Elise Mertens de Wilmars

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/2022>

DOI : 10.4000/rhei.2022

ISBN : 978-2-7535-1648-9

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2007

Pagination : 25-46

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Aude Musin et Elise Mertens de Wilmars, « « Considéré son joesne eaige... » Jeunesse, violence et précarité sociale dans les Pays-Bas bourguignons et habsbourgeois (XIV^{ème}-XVI^{ème} siècles) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 9 | 2007, mis en ligne le 02 novembre 2009, consulté le 04 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/2022> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.2022>

« *Consideré son joesne eaige...* »

Jeunesse, violence et précarité sociale dans les Pays-Bas bourguignons et habsbourgeois (XIV^{ème}-XVI^{ème} siècles)

Les recherches des historiens de la jeunesse – et notamment de la jeunesse déviante – aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles ont été florissantes ces dernières années. Mais si la délinquance juvénile ne semble pas véritablement être considérée comme un phénomène social spécifique et autonome avant le XIX^{ème} siècle,⁽³⁾ cela ne signifie pas pour autant que les jeunes n'étaient pas impliqués dans le phénomène de délinquance auparavant, ni qu'aucune attention n'était accordée à leurs éventuels comportements déviants. La société médiévale et moderne (plus spécifiquement celle des XIV^{ème}-XVI^{ème} siècles) a peut-être défini la jeunesse et perçu les jeunes différemment. Car il est évident que la jeunesse n'est pas une constante anthropologique. Il est de ce fait impossible de formuler des critères, qu'ils soient biologiques, socio-économiques, psychologiques, juridiques, etc., définissant la jeunesse, qui seraient valables pour toutes les sociétés et pour toutes les époques.⁽⁴⁾ Nous traitons donc d'une construction sociale et culturelle. Il nous faut dès lors déterminer au préalable comment la société médiévale a envisagé la construction du jeune et de la jeunesse. Quels seraient les critères valables pour cette époque ? Les historiens se sont intéressés à cette question depuis déjà un certain nombre d'années. C'est pour une bonne part l'ouvrage de Philippe Ariès, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime* (Paris, 1960), qui contribua à l'intérêt des historiens médiévistes et modernistes pour cette question, en réaction à son hypothèse selon laquelle l'adolescence serait largement inconnue avant le XIX^{ème} siècle. La transition de l'enfance vers l'âge adulte serait donc rapide et relativement simple, sans phase intermédiaire. À cette conception, plusieurs historiens ont opposé un modèle de la longue durée définissant la phase entre enfance et maturité. Si le terme « adolescence » est peu utilisé au Moyen Âge, la réalité du phénomène existerait bel et bien.⁽⁵⁾ Tous s'accordent à dire que, pour l'époque médiévale tout particulièrement,

Aude Musin ⁽¹⁾
Élise Mertens de
Wilmaris ⁽²⁾

(1) Aspirante du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS).

(2) Licenciée en histoire de l'université catholique de Louvain.

(3) Voir notamment : Heather Shore, *Artful Dodgers. Youth and Crime in Early Nineteenth-Century London*, Woodbridge – Rochester, Royal Historical Society – Boydell & Brewer, 2002, en particulier les p. 1-16 ; Heather Shore, « The Trouble with Boys : Gender and the "Invention" of the Juvenile Offender in Early Nineteenth-Century Britain », in Margaret L. Arnot et Cornelia Osborne, [dir.], *Gender*

and Crime in Modern Europe, Londres, UCL Press, 1999, p. 75-92 ; Heather Shore, « Re-inventing the Juvenile Delinquent in Britain and Europe, 1650-1950 », in Heather Shore et Pamela Cox, [dir.], *Becoming Delinquent : British and European Youth, 1650-1950*, Hampshire-Burlington, Ashgate Pub Co, 2002, p. 1-22. Pour la Belgique, Jenneke Christiaens, *De geboorte van de jeugddelinquent (België, 1830-1930)*, Bruxelles, VUB Press, 1999 (Criminologische studies, 1).

(4) Ceci apparaît clairement à la lecture d'ouvrages qui abordent la question de la jeunesse sur le long terme, encore relativement rares. Citons Giovanni Levi et Jean-Claude Schmitt, [dir.], *Histoire des jeunes en Occident*, 2 t., Paris, Seuil, 1996, qui appréhende les jeunes de l'Antiquité au

XXème siècle sous des aspects divers. Voir aussi : Barbara A. Hanawalt, [dir.], *Journal of Family History*, « The Evolution of Adolescence in Europe », t. XVII, fasc. 4, 1992, et particulièrement son article introductif, « Historical Descriptions and Prescriptions for Adolescence », p. 341-351; Heather Shore et Pamela Cox, [dir.], *Becoming Delinquent...*, *op. cit.* ; et surtout Catharina Lis et Hugo Soly, [dir.], *Tussen dader en slachtoffer. Jongeren en criminaliteit in historisch perspectief*, Bruxelles, VUB Press, 2001, ouvrage collectif qui brosse un tableau de la jeunesse déviante de la fin du Moyen Âge à nos jours dans les anciens Pays-Bas du Nord et l'actuelle Belgique, à la différence des trois précédents, couvrant des espaces plus diversifiés.

« définir les limites de la jeunesse reste un problème pour l'historien », ⁽⁶⁾ « cerner l'âge qui caractérise la jeunesse n'est pas chose facile ». ⁽⁷⁾ En effet, les indicateurs de la jeunesse d'un individu ne sont pas faciles à définir, différents critères pouvant être pris en considération. Pour certains auteurs, le mariage constitue le moment de l'entrée réelle dans la vie adulte (dans les Pays-Bas, à la fin du Moyen Âge, le mariage intervient relativement tard, pour les filles entre 18 et 23 ans, pour les garçons entre 21 et 37 ans). ⁽⁸⁾ Pour d'autres, c'est la naissance du premier enfant qui met fin à la jeunesse. Robert Muchembled a remarqué pour l'Artois qu'avec les noces, le jeune époux commence à quitter le groupe des jeunes. Cependant, la solidarité avec ses compagnons ne disparaît que lentement. Nombre de jeunes mariés continuent à participer aux expéditions juvéniles, probablement jusqu'à la naissance de leur premier enfant, événement qui les agrège définitivement au monde des adultes. ⁽⁹⁾ Pour d'autres encore, ce qui en constitue le terme, c'est le « plein établissement qui fait de l'héritier le maître dans le groupe familial comme dans l'échoppe ou sur les terres ». ⁽¹⁰⁾ Le célibat, la dépendance vis-à-vis des aînés, la précarité de la situation professionnelle, la force physique, etc., constituent donc autant de critères possibles pour définir la jeunesse, mais ils ne renvoient pas à un âge précis. « On entre dans la jeunesse après l'enfance, en principe après l'âge de la majorité (12 ans pour les filles, 14 pour les garçons : il s'agit en fait d'une majorité pénale qui correspond à l'âge auquel l'enfant acquiert une responsabilité en matière criminelle, est considéré capable de jugement, de discernement. L'acquisition d'une conscience éthique, de raison, de la connaissance du bien et du mal, transforme l'enfant en être humain responsable,

mais pas encore en adulte). La limite supérieure est fluctuante ».⁽¹¹⁾ Nicole Gonthier considère ainsi que le groupe des jeunes peut comprendre des personnes de 14 à 30 ans pour le moins. Pour Jacques Rossiaud, « le mot “jeune” s’applique couramment à des hommes dont l’âge peut varier entre 16-18 ans et 35 à 40 ans ». Les frontières de la jeunesse à l’époque médiévale sont donc floues ; elles varient selon les critères sur lesquels on fonde son étude. La jeunesse renvoie aussi inévitablement à la définition contemporaine du concept. Elle apparaît moins comme un temps biologique que comme un temps social, celui de l’errance qui précède la nidation, l’enracinement dans une terre, un métier, une famille. Claude Gauvard a démontré que « la jeunesse recoupe trop de statuts complexes pour constituer une classe d’âge aux contours tranchés ».⁽¹²⁾

Tout comme la jeunesse, la violence aussi doit être envisagée comme un phénomène socialement construit plutôt que comme une réalité objective. Elle n’existe en définitive que dans le rapport entre une force, qu’elle soit exercée ou subie, et le dépassement du seuil de tolérance à cette force, dépassement qui fait ressentir cette force comme étant de la violence. Autre point commun entre ces deux concepts : ils ne peuvent se départir de la question du genre. Jeunesse et violence ont souvent été pensées au masculin, et ce dès l’époque médiévale.

Nous tenterons d’aborder la problématique d’une éventuelle jeunesse violente au bas Moyen Âge à travers un prisme particulier : les archives de la pratique judiciaire (lettres de rémission, comptes d’officiers de justice, registres aux sentences). Les sources utilisées dans cette étude sont pour l’essentiel celles analysées dans le cadre de nos mémoires de licence et thèse de doctorat respectives. Elles concernent principalement le Hainaut au XV^e siècle, le Brabant aux XV^e-XVI^e siècles, et le Namurois.⁽¹³⁾ Les données chiffrées mentionnées ci-après sont issues du dépouillement partiel des archives des cours échevinales de la ville de Namur, point de départ de la thèse de doctorat en cours d’Aude Musin sur la « sociabilité urbaine et criminalisation étatique dans une société urbaine en transition (1360-1555) ». À l’heure actuelle, quelque 1.650 affaires, impliquant 2.500 coupables et 1.300 victimes, ont déjà été recensées et sont à ce titre utilisables dans le cadre de notre réflexion. Nous reviendrons plus loin sur la représentativité de ce dépouillement partiel. Ces sources devraient nous permettre d’étudier la manière dont les jeunes étaient considérés et traités par

(5) Voir Nathalie Zemon Davis, « The Reasons of Misrule : Youth Groups and Charivaris in Sixteenth-Century France », *Past and Present*, t. L, février 1971, p. 41-75 ; Claude Gauvard, « *De grace especial* ». *Crime, État et société en France à la fin du Moyen Âge*, 2 vol., Paris, Publications de la Sorbonne, 1991 ; Claude Gauvard, « Les jeunes à la fin du Moyen Âge : une classe d’âge ? », *Annales de l’Est*, 1982, p. 225-245 ; Nicole Gonthier, *Cris de haine et rites d’unité. La violence dans les villes, XIII^e-XVI^e siècles*, Turnhout, Brepols, 1992 ; Ilana Krausman Ben-Amos, *Adolescence and Youth in Early Modern England*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1994 ; Robert Muchembled, « Die jugend und die Volkskultur im 15. Jahrhundert, Flandern und Artois », in Peter

- Dinzelbacher et Hans-Dieter Mück, [dir.], *Volkskultur des europäischen Spätmittelalters*, Stuttgart, Kröner, 1987, p. 35-58 ; Robert Muchembled, « Les jeunes, les jeux et la violence en Artois au XVIème siècle », in Philippe Ariès et Jean-Claude Margolin, [dir.], *Les jeux à la Renaissance*, Actes du XXIIIème colloque international d'études humanistes, Tours, juillet 1980, Paris, Vrin, 1982, p. 563-577 ; Robert Muchembled, *La violence au village. Sociabilité et comportements populaires en Artois du XVème au XVIIème siècles*, Turnhout, Brepols, 1989 (Violence et société) ; Jacques Rossiaud, « Fraternités de jeunesse et niveaux de culture dans les villes du Sud-Est à la fin du Moyen Âge », *Cahiers d'histoire*, t. XXI, Lyon, 1976, p. 67-102 ; Robert Muchembled, « Prostitution, jeunesse et société dans les villes du Sud-Est au XVème siècle », *Annales. Économie, sociétés, civilisations*, t. XXXI, fasc. 2, 1976, p. 289-325 ; Shulamith Shahar, *Childhood in the Middle Ages*, Londres-New-York, Routledge, 1990 ; Didier Lett, *L'enfant des miracles. Enfance et société au Moyen Âge (XIIème-XIIIème siècles)*, Paris, Aubier, 1997 ; Danièle Alexandre-Bidon et Didier Lett, *Les enfants au Moyen Âge, Vème-XVème siècles*, Paris, Hachette, 1997.
- (6) Nicole Gonthier, *op. cit.*, p. 46.
- (7) Claude Gauvard, Alain de Libera et Michel Zink, *Dictionnaire du Moyen Âge*, Paris, 2002, p. 776-777.
- (8) Martha C. Howell, *The Marriage Exchange. Property, Social Place and Gender in Cities of the Low*

la justice (et la société) de leur temps. Nous souhaitons nous interroger dans ces pages sur une éventuelle attention privilégiée envers les jeunes par celles-ci. Étaient-ils envisagés comme un groupe « à risque », acteurs d'une délinquance caractéristique ?

Nous voudrions insister ici sur le fait que cet article n'est qu'une première ébauche de réflexion sur la question de la jeunesse et de la délinquance dans les Pays-Bas à la fin du Moyen Âge. Il se base sur une étude de terrain, qui comporte ses lacunes. Nous connaissons encore relativement peu de choses sur les jeunes en général à cette époque, et sur les jeunes déviants en particulier, à la différence du royaume de France. Cette problématique mériterait une étude spécifique à l'échelle de l'ensemble des Pays-Bas bourguignons et habsbourgeois. Il conviendrait également d'accorder plus d'attention à l'évolution du regard porté par les juges (notamment les autorités urbaines, souvent responsables de la justice dans la ville) sur la jeunesse entre les XIVème et XVIème siècles. Ainsi, par exemple, pour les villes des Pays-Bas du Sud, nous constatons que les jeunes ne font pas l'objet d'une attention particulière dans les édits urbains avant l'extrême fin du XVème siècle. Mais c'est surtout dans la législation sur le vagabondage (progressivement criminalisé à partir du XVIème siècle) et la mendicité que les jeunes bénéficient d'une attention particulière. Un lien est clairement établi entre vagabondage et jeunesse.⁽¹⁴⁾ Ces mêmes édits urbains font également preuve d'une attention à l'éducation des enfants, en particulier des pauvres. C'est le cas pour la petite ville de Namur. Une attention semblable a été constatée pour les villes du Brabant et de Flandre par Hugo Soly.⁽¹⁵⁾ Une comparaison avec les données disponibles pour le reste des Pays-Bas pourrait

s'avérer très enrichissante pour une meilleure appréhension et compréhension de la représentation de la jeunesse que partageaient les justices locales au tournant du Moyen Âge et des Temps Modernes.

Après un bref aperçu des sources et des biais que celles-ci peuvent induire pour notre étude, nous nous attacherons à expliquer notre méthode d'exploitation des données tirées des archives. Nous nous pencherons enfin sur la question de la (possible) délinquance impliquant des jeunes. Nous préférons cette expression à celle de « délinquance juvénile », anachronique nous semble-t-il. Heather Shore a relevé une claire distinction entre les historiens de l'avant XIX^{ème} siècle qui étudient les « jeunesses désordonnées » (« *disorderly youths* »), et ceux de l'après XIX^{ème} siècle qui étudient les « délinquants juvéniles » (« *juvenile delinquents* »). Cette distinction se base notamment sur les termes utilisés par les contemporains de chacune des périodes.

Les archives judiciaires, un prisme de la société médiévale

Nous avons été amenées à analyser diverses archives judiciaires de la pratique, telles que les comptes d'officiers de justice, lettres de rémission et registres aux sentences.

Les *comptabilités d'officiers de justice* consistent en recettes et dépenses, rendues par les officiers en place afin de justifier la gestion de la circonscription dont ils avaient la charge. Les recettes font essentiellement mention des condamnations à des peines pécuniaires (amendes), tandis que les dépenses contiennent les frais engagés par l'autorité judiciaire dans l'exercice d'une justice punitive (peines corporelles et de mort). L'intérêt de ces comptes réside dans les notices justificatives mises en appui des recettes et dépenses, reprenant la peine encourue, les données relatives au délinquant et à sa victime éventuelle, ainsi que la nature (et parfois les circonstances) du délit. Il faut néanmoins souligner les lacunes inhérentes à ce genre de source : les comptabilités n'ont pas été conçues pour dresser un état de la délinquance. Les comptes sont davantage un indicateur de la pratique d'un officier de justice que de la délinquance dans un espace donné. Dès lors, certaines informations peuvent faire parfois (voire souvent) défaut. Ceci est particulièrement vrai pour les données qui concernent les victimes : leur identité peut s'avérer très incomplète, voire inexistante dans les notices, car le plus important à notifier est l'identité du coupable (surtout dans

Countries, 1300-1550, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 1998, p. 107-110.

(9) Robert Muchembled, *op. cit.*, p. 231.

(10) Jacques Rossiaud, *op. cit.*, p. 68.

(11) E. Cohen, « Youth and Deviancy in the Middle Ages », in *History of Juvenile Delinquency*, t. I, Aalen, 1990, p. 207-210.

(12) Claude Gauvard, « *De grace especial* »..., *op. cit.*, p. 382. Voir aussi : Nicole Gonthier, *op. cit.*, p. 46 ; Jacques Rossiaud, *op. cit.*, p. 68.

(13) Abréviations pour les références aux sources : Archives générales du Royaume à Bruxelles (AGR) ; Fonds de la Chambre des comptes (CC) ; Archives de l'État de Namur (AÉN) ; Fonds de la Haute cour de

Namur (HC) ; Archives départementales du Nord à Lille (ADN) ; série B, aux Archives départementales du Nord (B).

(14) Sans doute avec raison. À ce sujet, voir l'article de Hugo Soly, « Probleemjongeren in Brabantse en Vlaamse steden, 16de-18de eeuw », in Catharina Lis et Hugo Soly, [dir.], *Tussen dader en slachtoffer...*, op. cit., p. 101-142.

(15) *Ibid.*

(16) Heather Shore, *Re-inventing the Juvenile Delinquent...*, op. cit.

le cas des recettes de justice), puisqu'il faudra veiller au paiement de la peine pécuniaire à laquelle il a été condamné. Très peu de descriptions permettent une approche qualitative. Cette source présente cependant un atout indéniable : il s'agit d'une source sérielle, conservée de manière quasi continue, qui permet donc un traitement quantitatif des informations qu'elle renferme et de déceler des évolutions éventuelles dans les comportements jugés répréhensibles et dans leur répression ou mode de gestion.

Les *lettres de rémission* sont pour leur part d'un tout autre ordre. Il s'agit d'un acte de grâce, accordé par le souverain ou un seigneur. Cette grâce est le plus souvent consentie moyennant réparation à la partie adverse. Elle peut également être soumise à l'accomplissement de peines (amende honorable, paiement d'une somme d'argent à l'officier de justice...). Les lettres de rémission sont délivrées dans leur écrasante majorité pour homicide. Outre la remise de peine, le bénéficiaire de la lettre recouvre, moyennant finance, sa liberté, ses biens et son honneur, les intérêts de la partie adverse étant préservés. Cet autre type de source ne partage pas le caractère abrupt des comptes. Ces lettres nous offrent en effet une masse d'informations permettant de mieux saisir le contexte dans lequel surviennent les actes violents. Les données concernant les protagonistes de cet acte s'avèrent beaucoup plus prolixes que dans le cas des comptes d'officiers de justice. Mais il faut attendre le XVI^e siècle pour que la pratique de la lettre de rémission se répande et s'accroisse de manière exponentielle et significative dans les Pays-Bas, même si, pour certaines régions, on en conserve déjà pour le siècle précédent.

Les *registres aux sentences*, enfin, consistent en l'enregistrement des sentences prononcées par une autorité judiciaire, un tribunal. À la différence des comptes d'officiers de justice, ces registres n'ont malheureusement été conservés que de manière très partielle.

Le croisement de ces différents types de documents (en particulier les comptes et les lettres de rémission) nous permet d'embrasser une vision plus large des comportements jugés répréhensibles par la société et de leur répression. Car ils touchent des délinquants aux profils différents. En effet, les lettres de rémission concernent les délinquants graciés, tandis que les comptes et registres nous informent plutôt sur ceux qui ont été condamnés à différentes peines (allant des amendes à la peine capitale en passant par les peines corporelles). En

outre, les sources permettent d'envisager tant les faits graves (tel l'homicide), qui peuvent être punis de la peine de mort ou faire l'objet de la grâce princière, que les petits délits, punis d'une amende.

Ces remarques préalables formulées, il nous faut maintenant nous intéresser davantage aux jeunes qui « peuplent » ces archives.

Comment identifier les « jeunes » dans les archives ?

La première étape, et peut-être la plus difficile, est d'abord de repérer les jeunes dans ces archives. Il faut tenter de les différencier de leurs aînés. Or, malheureusement, les archives médiévales sont loin de fournir des données systématiques concernant les auteurs d'infractions ou leurs victimes. Dans le meilleur des cas, sont signalés leurs nom, situation socio-professionnelle et domicile (ou lieu de provenance), mais l'âge apparaît rarement, et lorsque celui-ci est mentionné, il est souvent approximatif.⁽¹⁷⁾ Cet état de choses est encore plus vrai pour les comptes d'officiers de justice que pour les lettres de rémission. Mais y a-t-il une raison au fait que l'âge des protagonistes ne soit mentionné dans les archives judiciaires que dans certains cas, et pas dans d'autres ?

(17) Claude Gauvard,
« De grace especial »...,
op. cit., p. 349.

Mentionner son âge. Un dire innocent ?

Il existe deux manières d'exprimer l'âge : par une expression chiffrée (par exemple : 14 ans) ou par une expression d'ordre qualitatif (enfant, jeune enfant, jeune, jeune garçon, jeune fille, jeune homme, homme, vieux, etc.). Une remarque s'impose à propos du qualificatif « homme ». S'il donne une indication sur le sexe du délinquant et indirectement sur son statut d'homme et non plus de jeune, il n'a pas le même poids que le qualificatif « jeune » ou « jeune homme » qui insiste sur la jeunesse. Si la qualification de « *josne* » peut être accompagnée de « homme » ou de « compagnon », celle d'« homme » apparaît plutôt comme un support, notamment « *poure homme* », « *homme d'armes* ». Il s'agit alors d'un substantif qui porte soit un autre qualificatif d'âge (« *josne* », « *anchien* »), soit un qualificatif indiquant la fortune du délinquant (« *poure* »).

L'âge peut figurer à trois rubriques du document, qu'il s'agisse d'une lettre de rémission ou d'une notice de compte. Cela peut figurer au début du document, dans ce qui tient lieu de déclinaison d'identité (l'âge suit alors immédiatement la référence au nom du suppliant/délinquant, à son lieu d'habita-

tion et se trouve parfois complété par la situation de famille et l'occupation professionnelle). L'exemple type pourrait alors être le suivant :

« Charles, Scavoir faisons a tous presens et advenir nous avoir receu l'humble supplication de Gabriel Deschamp josne homme a marier [= *âge qualifié*] eagé environ de XVIII a XIX ans [= *âge chiffré*] natif de nostre pays de Brabant ayant tousiours esté sans arrogance parler de bonne fame vie et renommee demourant avec son pere accomplissant les commandement avecq toute obeysance sans luy avoir oncques donné cause ou occasion d'offence ne fait a quelqung chose digne de reproche excepté le cas cy apres speciffié. » ⁽¹⁸⁾

(18) Rémission accordée à Gabriel Deschamp, Bruxelles, juillet 1551, AGR, CC, 643, f°392r-393v.

Il peut aussi figurer au cours du récit du crime (plus rare), et enfin lors du résumé des circonstances atténuantes qui justifient la grâce accordée ou la peine infligée. Cette analyse de la place de la mention de l'âge dans le texte permet une première conclusion : cette mention n'est jamais spontanée. À la fin du Moyen Âge, décliner son âge est encore loin d'être un acte naturel. La question, d'où découle tout le reste du raisonnement, n'est plus alors de savoir si ces gens connaissent leur âge, mais plutôt dans quel but ils ont été amenés à le formuler. Si, pour être graciés ou obtenir une peine plus clémente, les criminels doivent signifier qu'ils appartiennent au territoire du souverain (ce qui explique l'abondance des mentions), la mention de l'âge, elle, est secondaire et sélective. Qu'il s'agisse des comptes ou des lettres de rémission, il est peu probable que ceux qui pouvaient se prévaloir de leur âge aient négligé de le faire. Ce n'est pas une démarche indispensable à tous les criminels. Elle dépend bien de l'âge de ces derniers. La jeunesse, considérée comme circonstance atténuante (comme nous le montrerons ci-après), n'a aucune raison d'être cachée.

Il reste néanmoins le poids énorme des cas sans mention d'âge. S'agit-il, dans chaque cas, d'adultes pour qui l'âge ne serait pas considéré comme excuse suffisante ? Il faut tenir compte de deux choses : d'une part, de la difficulté de formuler un âge chiffré, et, d'autre part, du type de crime. Certains crimes sont plus lourds à excuser que d'autres et il importe alors au criminel de donner le maximum de renseignements sur sa personne. À défaut d'âge, le délinquant doit alors se prévaloir d'un argument plus fort qui le dispense d'informations supplémentaires, comme des signes de noblesse, des circonstances atténuantes ou un service rendu au souverain.

Ces éléments ont pour conséquence que la jeunesse serait surreprésentée dans toute étude qui ne prendrait en compte que les individus dont on a mention d'âge. L'étude de l'âge pour l'échantillon des lettres de rémission du Brabant a ainsi produit 59 % de « jeunes », comme résultat parmi les requérants.⁽¹⁹⁾

Identifier les « jeunes » dans les archives, une étude minutieuse du vocabulaire

Une méthode extrêmement intéressante pour identifier les jeunes dans les sources médiévales de la pratique a été mise au point par Guy Dupont pour les archives en langue néerlandaise.⁽²⁰⁾ Celui-ci a envisagé que l'utilisation d'une certaine variante du prénom pouvait servir à indiquer la classe d'âge à laquelle appartenait l'intéressé. Il a en effet pu établir que la forme du prénom évoluait avec l'âge de la personne. Cette constatation l'a conduit à l'hypothèse que les diminutifs, les formes raccourcies ou d'autres formes dérivées pouvaient être considérés comme indicateurs du jeune âge. Malheureusement, nous n'avons pu mener jusqu'à présent une étude comparable pour la partie francophone des Pays-Bas, car les sources utilisées par Guy Dupont (il a notamment eu recours à des registres de métiers et de « franchises vérités », documents qui précisent systématiquement ou presque l'âge des personnes, et où les mêmes personnes apparaissent à plusieurs reprises au cours de leur vie) font largement défaut.

Pour identifier les jeunes dans les sources, nous avons donc mis au point notre propre méthode, centrée sur le vocabulaire employé pour définir les contrevenants et/ou les victimes, ainsi que sur la situation matrimoniale, socio-économique qui transparaît dans les sources. Il est ainsi possible de constituer trois catégories, trois sous-groupes, selon le degré de probabilité de la jeunesse, du plus certain au moins sûr.

Le premier sous-groupe regrouperait les personnes dont la jeunesse est explicitement mentionnée dans les notices. Nous avons signalé précédemment qu'on pouvait exprimer l'âge de deux manières : par une expression chiffrée ou d'ordre qualitatif. Certaines mentions qualitatives sont cependant directement relatives à l'âge chiffré des intéressés, telles que les termes « *desous eage* » ou « *meuredans* », qui semblent renvoyer au concept d'une minorité pénale. Être « *sous eage* » signifie en effet être en minorité, mineur. En règle générale,

(19) Élise Mertens de Wilmars, *Entre privilège et procédure. Droits et lettres de grâce en Roman Pays de Brabant de 1404 à 1555*, Louvain-La-Neuve, 1998, p. 175-177 (mémoire de licence UCL, inédit).

(20) Pour le détail de sa méthode, voir Guy Dupont : « Van Copkin over Coppin naar Jacob. De relatie tussen de voor-naamsvorm en de leeftijd van de naamdrager in het Middelnederlands op basis van administratieve bronnen voor het graafschap Vlaanderen, einde 14^{de} – midden 16^{de} eeuw », *Naamkunde. Tijdschrift voor naamkunde in het Nederlandse taalgebied*, t. XXXIII, fasc. 2, 2001, p. 111-217 ; « Patronen van jongerencriminaliteit in een laatmiddeleeuwse grootstad (Brugge, 1385-1550) », in Catharina Lis et Hugo Soly, [dir.], *Tussen dader en slachtoffer...*, op. cit., p. 49-82.

(21) « *Mambournie* » : tutelle, puissance paternelle et maternelle. Fr. Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du IX^{ème} au XV^{ème} siècle*, 2^{ème} éd., t. V, Liechtenstein, 1969, p. 80. Voir notamment « *Répertoire de 1483* », in J. Grandgagnage, [éd.], *Coutumes de Namur et coutume de Philippeville*, t. II, Bruxelles, 1870, p. 234-235, n° 138 et 139. Le « *répertoire de 1483* » est un recueil de cas exemplaires compulsés par le clerc de la cour échevinale de Namur. Il garde ainsi la mémoire d'un « *home qui a esté condamné à [la confiscation de] tous ses biens meubles, par cause de son enffant qui estoit en samambournie et fu à tuer l'home en la franchise de Namur* » (1378).

(22) Claude Gauvard, « *De grace especial*... », *op. cit.*, p. 348-360.

la limite entre minorité et majorité pénale était, semble-t-il, fixée vers 14-15 ans. Sont de même dans ce statut de minorité les personnes se trouvant « *en le pain et mambournie de ses pere [et/ou mère]* ». ⁽²¹⁾ Certains autres termes peuvent être considérés sans risque d'erreur comme des marques de la jeunesse des protagonistes d'un délit (« *jone filz* », « *jone filz à marier* », « *jeunesse* », « *jeusne fille* », « *joesne eaige* », « *joesne garchon* », « *(joesne) valeton* », « *joesne garche* », « *joesne compaignon* », « *enfanchon* », etc.). Malheureusement, nous ne pouvons que très rarement croiser âge chiffré et âge qualifié, comme l'avait fait Claude Gauvard à partir des lettres de rémission, car les données d'âge chiffré sont extrêmement rares dans nos sources. ⁽²²⁾ Sur un échantillon de 2.500 coupables (tous groupes d'âges confondus), nous ne connaissons l'âge chiffré que pour 18 d'entre eux, et toutes ces mentions concernent des affaires du XVI^{ème} siècle. Pour la même raison, il nous est impossible de nous prononcer sur l'âge qui constituerait la limite supérieure de la jeunesse.

Le deuxième sous-groupe comprendrait les personnes considérées comme probablement jeunes. Si la jeunesse de ces personnes n'est pas explicitement mentionnée, nous pouvons néanmoins la déduire de certains éléments, comme la situation matrimoniale ou la dépendance vis-à-vis des aînés, deux critères retenus pour définir la jeunesse à l'époque médiévale. ⁽²³⁾ Un jeune est souvent une personne non mariée, ou surtout non encore installée définitivement dans la vie active, dépendant donc encore de ses parents, des adultes. L'appellation « *filz de* » ou « *fille de* » semble être un indicateur de cette situation. Cette expression indiquant la filiation peut laisser penser que les garçons ainsi qualifiés étaient toujours sous la tutelle de leur père, donc qu'ils n'étaient pas encore « *maîtres dans le groupe familial* ». ⁽²⁴⁾ Pour les filles, la référence au père et non au mari semble montrer qu'elles étaient toujours célibataires, dépendantes de leur géniteur et donc probablement jeunes, car les femmes mariées ou veuves étaient en général désignées en référence à leur époux (« *femme de...* », « *vesve de...* ») et non plus à leur père.

En outre, le fait que les parents intervenaient devant la justice à la place de leurs enfants, par exemple pour payer l'amende à laquelle ils avaient été condamnés, peut également être considéré comme un indicateur de jeunesse.

Le terme « *enfant* » peut parfois être sujet à caution. Dans certains cas, il peut être considéré comme un synonyme de « *filz/fille de* ». Dans d'autres cir-

constances cependant, le terme « enfant » désigne indubitablement des jeunes (nous dirions aujourd'hui « adolescents ») : dans un édit promulgué par la justice namuroise en 1565 relatif au vagabondage, les transgresseurs des mesures édictées, « soit homme, femme ou enfant excédant l'âge de XV ans » seront fustigés à travers les carrefours de la ville.⁽²⁵⁾ L'auteur du *Journal d'un bourgeois de Mons* relate l'exécution, le 7 avril 1528, de « deux josnes enfants de l'âge de chacun XVIII à XX ans ».⁽²⁶⁾ Enfin, le terme peut également désigner cet âge de la vie qui précède la jeunesse. Dès lors, certaines occurrences seront rattachées au premier sous-groupe, certaines au deuxième.

Le dernier sous-groupe comprendrait quelques cas limites : des personnes dans les archives peuvent être identifiées, en plus des nom et prénom, par le surnom « *le Jouene* ». Faut-il vraiment considérer ce surnom comme un indicateur de jeunesse ? Ou comme une manière de différencier cette personne par rapport à un homonyme, dit « *l'Aisé* » ? Dans le doute, nous retiendrons quand même les rares occurrences de ce type.

Si nous appliquons cette méthode aux archives laissées par les institutions judiciaires de la ville de Namur, nous obtenons, sur un total de 2500 coupables, 551 personnes (soit 22 %) dont nous pouvons à tout le moins suspecter qu'elles sont jeunes. Le premier sous-groupe ne comprendrait que 64 personnes, le deuxième 478, et le dernier – celui des cas limites – 9. Sur 1300 victimes, nous avons relevé 173 jeunes (13 %), parmi lesquels 42 dont la jeunesse est explicitement mentionnée, 131 pour lesquels nous pouvons la soupçonner, et aucun qui entrerait dans le groupe des cas limites. Il s'agit des données utilisées dans le cadre de notre thèse de doctorat en cours. Ces chiffres sont provisoires puisque le dépouillement des sources concernant la délinquance à Namur (entre 1360 et 1555) n'est pas terminé.⁽²⁷⁾ Néanmoins, le calcul de l'écart type de la distribution d'échantillonnage des pourcentages nous permet de vérifier la fiabilité de notre échantillon actuel : quel que soit le nombre final d'affaires dépouillées, nous pouvons envisager que la proportion de jeunes variera au maximum de +/- 1,62 % pour les coupables et de +/- 1,84 % pour les victimes, et ce avec un degré de certitude de 95 %. Notre échantillon s'avère donc relativement fiable. Le graphique ci-après illustre plus clairement notre propos. Le degré de probabilité de jeunesse des individus est visualisé par les couleurs utilisées : plus il est faible, plus la couleur sera claire, plus il est élevé, plus la couleur sera foncée.

(23) Certaines exceptions ont cependant été remarquées, mais elles concernent uniquement des personnes du sexe féminin ; voir par exemple AGR, CC, 15550, f° 8v, compte du mayeur de la Haute Cour de Namur (1532-1535), où une certaine Catheline est qualifiée de « *joesne fille maryee* ». Il semble que les filles se plient moins facilement que les garçons à toute méthode tentant de définir la jeunesse (voir les remarques de G. Dupont dans les articles cités précédemment).

(24) L'expression est de Jacques Rossiaud, « Fraternités de jeunesse... », *op. cit.*, p. 68.

(25) D.-D. Brouwers, [éd.], *Cartulaire de la commune de Namur*, t. IV, Namur, 1920, p. 36.

(26) Antoine de Lusy, *Journal d'un bourgeois de Mons, 1505-1536*, éd. par

A. Louant, Bruxelles,
1969, p. 363, n° 936.

(27) Donald H. Sanders
et François Allard, *Les
statistiques. Une approche
nouvelle*, 2ème éd.,
Montréal, McGraw-Hill,
1992, p. 196-198.

(28) Outre les études
déjà citées à la note 3,
mentionnons ici certains
travaux spécifiquement
consacrés à cette
question : M. R. Boes,
« The Treatment of
Juvenile Delinquents in
Early Modern Germany :
a Case Study », in
Continuity and Change,
t. XI, fasc. 1, 1996,
p. 43-60 ; E. Cohen,
op. cit., p. 207-230 ;
P. Fernandez-Alonso,
*Jeugdelinquentie in de late
middeleeuwen dans
Spiegel Historiael*, t. IX,
1984, p. 512-516.

(29) Remarque formu-
lée entre autres par Claude
Gauvard, « *De grace espe-
cial* »..., *op. cit.*, p. 348.

Fig 1. – Ventilation des coupables et victimes
selon le degré de probabilité de jeunesse

Les « jeunes » face à la justice médiévale⁽²⁸⁾

Qu'en est-il à présent de la délinquance dans laquelle sont impliquées ces personnes identifiées comme jeunes ? Les jeunes sont-ils plus violents, plus agressifs, plus turbulents que les aînés, comme bien des lieux communs le suggèrent dès le Moyen Âge ? La représentation que la société médiévale avait de la jeunesse correspondait-elle à la réalité ? Il est donc indispensable de replacer la jeunesse dans la totalité de la société envisagée pour mesurer son éventuelle originalité par rapport aux comportements des autres groupes d'âge. Idéalement, afin de mesurer le plus justement le poids des jeunes dans la délinquance, il faudrait pouvoir envisager également leur poids dans la population globale.⁽²⁹⁾ Les moins de 20 ans représenteraient plus de 40 % de la population urbaine de la fin du Moyen Âge et du début des Temps Modernes.⁽³⁰⁾

Une tolérance limitée

À l'entrée « jeunesse » dans le *Dictionnaire du Moyen Âge*, Claude Gauvard mentionne que « les juges oscillent entre l'attendrissement et la sévérité. Âge de folie, la jeunesse peut aussi être excusable et se présenter comme une sorte de circonstance atténuante », ⁽³¹⁾ d'où la nécessité de la mentionner pour obte-

nir rémission de son crime, ou à tout le moins une peine modulée. Cet argument se retrouve également dans les notices des comptes des officiers de justice, comme l'illustrent ces deux exemples :

« Audit maistre Jacques [*bourreau*] pour avoir battu et fustigué ung appelé le Pety filz joesne valetton lequel fut emprisonné a cause daucuns menus larchins quil avoit commis et dont considerant sa joesnesse fut batu de verges par les charfours seullement. »⁽³²⁾

« Audit tourier pour ung compaignon qui avoit esté serviteur a monseigneur de Loyves, lequel avoit esté prins pour larchin mais considerant son joesne eaige et aussy a requeste de ses bons amys le cas lui fut pardonné. »⁽³³⁾

Mais la jeunesse peut aussi être sévèrement condamnée. Les jugements des contemporains englobent dans une réprobation quasi unanime ceux qu'ils qualifient de « jeunes » ou ce qui a trait à la jeunesse. Les termes « jeunes » et « jeunesse » ont une connotation péjorative pour eux.⁽³⁴⁾ L'état de jeunesse est généralement assimilé à un état « d'ivresse » ou de faiblesse mentale rendant la personne irresponsable de ses actes. Cette circonstance atténuante n'est pas un principe fixe : les juges décident au cas par cas de prendre ou non en compte la jeunesse de l'accusé. Il n'existe en effet pas de loi ou de coutume spécifique concernant le jugement des jeunes. Les enfants de moins de 7 ans sont en principe tenus pour incapables de discernement, irresponsables. La maturité pénale est fixée de manière générale à 14-15 ans, comme nous l'avons dit, mais ce n'est pas une règle absolue : des personnes de moins de 14-15 ans peuvent être condamnées pour leurs méfaits, alors que d'autres plus âgées ne sont pas toujours punies de la même façon que leurs aînés. Le fait que des personnes dites « *desous eage* » apparaissent dans les comptes des officiers de justice prouve qu'ils n'ont pas échappé à toute sanction. Il est néanmoins rare que des personnes de moins de 14 ans soient poursuivies criminellement. Comme le dit E. Cohen, « l'âge de la responsabilité pénale et criminelle n'était qu'une étape parmi d'autres sur la route de l'âge adulte ». ⁽³⁵⁾ En réalité, la manière de punir les jeunes déviants dépend d'une multiplicité de facteurs : le type de délit, le statut social du contrevenant, son origine géographique entrent également en ligne de compte. L'âge n'est donc pas le seul critère à jouer un rôle dans l'obtention de circonstances atténuantes. L'intégration dans la communauté, l'appartenance à la principauté sont encore bien plus importantes. « La société

(30) Catharina Lis et Hugo Soly, « Jeugd, criminaliteit en sociale netwerken : veertiende tot twintigste eeuw », in Catharina Lis et Hugo Soly, [dir.], *Tussen dader en slachtoffer...*, op. cit., p. 12.

(31) Claude Gauvard, « Jeunesse », in Claude Gauvard, Alain de Libera et Michel Zink, *Dictionnaire du Moyen Âge*, op. cit., p. 776-777.

(32) AGR, CC, 15549, f°10r-10v, compte du mayeur de la Haute Cour de Namur (1527-1532).

(33) AGR, CC, 15549, f°18r, compte du mayeur de la Haute Cour de Namur (1527-1532).

(34) À cet égard, voir tout particulièrement les différentes contributions à Giovanni Levi et Jean-Claude Schmitt, [dir.], *Histoire des jeunes en Occident*, t. I, Paris, 1996. Voir également Hugo

Soly, « Problemjongeren... », *op. cit.*, p. 101-142, et Ilana Krausman Ben-Amos, *Adolescence and Youth in Early Modern England...*, *op. cit.*, qui dresse pour l'Angleterre des temps modernes un panorama des représentations des jeunes selon différentes thématiques dans les sermons, la littérature, les écrits des intellectuels, etc.

(35) E. Cohen, *op. cit.*, p. 207.

(36) *Ibid.*, p. 207.

(37) AGR, CC, 15550, f° 7v, compte du mayeur de la Haute Cour de Namur (1532-1535). Pour le détail de l'accusation, AÉN, HC, 1327, f° 42v-43r, registre aux sentences de la Haute Cour de Namur (1522-1541). Le coupable, « *consideré son joesne eaige* », fut exécuté par noyade (« *par eaiwe* », par eau), et non sur le bûcher, peine

tend à tolérer certains comportements déviants de la part des jeunes hommes. Cette tolérance cependant est limitée aux habitants de la localité et aux premiers délits »⁽³⁶⁾ (la récidive est en effet une circonstance aggravante). La tolérance de la communauté envers les jeunes ne s'étend pas aux jeunes étrangers, nous y reviendrons. Le type de délit est aussi important : certains apparaissent impardonnables aux yeux de la communauté, comme le crime de bestialité (zoophilie), même si, comme l'illustre l'affaire ci-dessous, la jeunesse pouvait encore jouer dans le choix du mode d'exécution mis en œuvre. Le coupable, « *consideré son joesne eaige* », fut exécuté par noyade (« *par eaiwe* », par eau), et non sur le bûcher, peine normalement d'application pour un tel crime.

« Audit maistre Martin pour avoir executé ung joesne garchon par eaiwe entant quil estoit boughre et consideré son joesne eaige lequel avoit eu affaire à quatre chevaulx Ronchin. » Un témoin de l'acte précise que le jeune garçon « monta par derier ledit cheval et veit qu'il print la resne d'icelui [...] ensemble le kewe les tenant ensemble et de l'autre main droite print son membre et lui veit bouter dedens le derier du cheval ». ⁽³⁷⁾

Une « jeunesse » violente ?

Une étude de la jeunesse déviante basée uniquement sur les lettres de rémission peut induire certains biais pour notre étude. Tout d'abord, par la nature du crime pardonné, essentiellement l'homicide, qui écarte toute une partie de la population délinquante : aucun enfant n'apparaît dans le rôle du coupable-suppliant. Quand l'enfant apparaît, c'est pour prendre le visage de la victime.⁽³⁸⁾ Elle ne permet donc pas d'approcher la totalité des délits commis par les délinquants en général, et par les jeunes en particulier. En outre, elle ne permet d'appréhender que les homicides remis, graciés. Les lettres de rémission reflètent une image de jeunes ancrés dans les liens sociaux, intégrés, qui commettent des violences « tolérées » par la communauté. Les « irrécupérables », ceux qui ne disposent pas d'un capital social suscitant la clémence, n'apparaissent donc pas dans ce type de source. Il s'agit d'une violence qui intervient pratiquement comme un mode de fonctionnement « naturel » de la jeunesse, qui fait écho à l'adage : « Il faut que jeunesse se passe. » La jeunesse est, nous l'avons dit, le temps de la folie, et la lettre de rémission fait écho à cette tradition en acceptant la « folie » de la jeunesse comme circonstance atténuante. Le « jeune » se révèle

incapable de se contrôler. La « chaude colle », expression de l'action bouillante et irréfléchie, est de préférence évoquée pour cette tranche d'âge.

L'étude d'un autre type de sources, les comptes d'officiers de justice, permet de dresser un panorama plus global de la délinquance dans un espace donné. Or, leur analyse démontre que l'écrasante majorité des jeunes est impliquée dans des affaires de violence interpersonnelle (coups et blessures/homicide). En effet, sur un total de 554 affaires enregistrées impliquant des jeunes, 388 concernent des faits de violence (soit 70 %). Cependant, pouvons-nous interpréter ces résultats comme la preuve que la jeunesse est plus violente que les aînés ? Sur 1.952 affaires concernant des délinquants adultes, la violence interpersonnelle arrive largement en tête avec 1198 occurrences (61 %). Si les jeunes semblent donc bien afficher un penchant un peu plus prononcé pour la violence, il ne faut cependant pas perdre de vue que les autres groupes d'âge sont aussi largement confrontés à la violence interpersonnelle.

Différentes études soulignent que les jeunes sont plus souvent impliqués que les autres groupes d'âge dans le vol, et surtout dans le viol, sans que leurs aînés en soient pour autant totalement exclus. Le vol serait le signe de la fragilité des jeunes, de leur difficulté à s'insérer dans la vie sociale. Ce délit peut être mis en relation avec la situation socio-économique précaire habituellement de mise chez les jeunes gens. Certains ont été entraînés à commettre des vols par leurs aînés, comme Colin de Jettefort qui fut condamné à une peine pécuniaire, quand ses deux complices furent exécutés. La jeunesse est donc bien une fois de plus considérée comme une circonstance atténuante :

« De Colin de Jettefort fil Maroie de Jettefort, [...] congneult chiux Collins quil avoit bien sceu aucunes fois des simpleches doudit Fierart qui estoit ses serouges (beau-frère) et aprendoit à lui a faire verieres, se dist quil n'osoit parler de cose nulle qu'il li veist faire car chiux ses serouges le batoit villainement. Toutesfois congneult il que a I larchin fait entre les autres il en avoit eu doudit Fierart sen serouge une paire de sollers (souliers) et III blans deniers. Et pour tant quil sambla au prevost que cestoit uns jouenes enfes [enfant] qui le pooit avoir celet [caché, dissimulé] par tremeur [crainte], il neult niens consience de le faire morir. » ⁽³⁹⁾

L'exemple ci-dessous illustre quant à lui parfaitement la précarité économique des jeunes, qui, lorsqu'ils volent, commettent surtout des larcins de

normalement d'application pour un tel crime.

(38) Cette remarque est largement valable également pour les délits sanctionnés par les officiers de justice, qui n'ont pas donné lieu à la grâce du souverain.

(39) AGR, CC, 15013, f° 133v, compte du prévôt de Beaumont (1408-1409).

nécessité. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que les adultes aussi commettent ce genre de vols.

« Item que adoncque une jeusne femme fille de Colin de Saint Denis fut prise en present mesus [*flagrant délit*] en desreubant des fromaiges au marché, laquelle fut par l'espace de trois jours en prison et dont pour ce quil fut trouvé quelle estoit [...] desierant den mengier et quelle navoit de quoy les paier ne aussy pour paier ses despens a esté laissier hors sans despens [...] » ⁽⁴⁰⁾

Le viol implique pour sa part souvent des jeunes, aussi bien du côté des coupables que de celui des victimes :

« Item pour ung joesne compaignon nommé Henry de Mohiermont lequel fut prins et constitué prisonnier pour ce qu'il estoit faumé et suspitionné d'avoir voulu efforchié une joesne fille ce que par nulles enqueste ne sceult estre atteint du cas [...] » ⁽⁴¹⁾

« De Evrardin Estievenart fil Jehan Estievenart d'Yerkelines liquels estoit ennemis de avoir ribet [*se livrer au plaisir, folâtrer*] mal convignablement le fille Jehan dele Haye deceli ville, pour lequel cose en fu adiournet par Amaury Huart sergant par lettrez et depuis a considerer que il estoit jouenes et desous eaige, ossi estoit lidite fille a estet rechupt par apointement que li peres dou-dit Evrardin en volt faire pour yce lui sondit fil roster dele doute, non obstant que nuls nen faisoit partie, X grans escus de Haynnau qui vallent XV livres X sous. » ⁽⁴²⁾ [*Il faut noter que le père d'Evrardin intervient en justice à la place de son fils, ce qui peut être considéré comme un indicateur supplémentaire de son jeune âge, comme nous l'avons expliqué plus haut.*]

Il existerait une « soif des femmes » chez ces jeunes. Pour Jacques Rossiaud, la fréquence accrue du viol à la fin du Moyen Âge serait notamment liée à l'ordre matrimonial.⁽⁴³⁾ Il signale pour le Sud de la France à cette époque un recul de l'âge au mariage (24-25 ans pour les hommes, 21-22 pour les femmes). « Cette période d'attente est très frustrante pour des hommes jeunes, dépendant toujours de leurs parents jusqu'à l'obtention d'un emploi et d'une épouse. C'est pour cette raison qu'une bonne part des auteurs de délits sexuels ont entre 18 et 24 ans. » Les chercheurs qui ont travaillé sur les lettres de rémission pour la France ont constaté une certaine tolérance à l'égard des jeunes violeurs : les jeunes étaient en effet pardonnés beaucoup plus fréquemment que leurs aînés pour ce type de délit.⁽⁴⁴⁾ Leur violence répondrait plutôt à leur situation précaire ;

(40) AGR, CC, 15550, f° 16v-17r, compte du mayeur de la Haute Cour de Namur (1532-1535).

(41) AGR, CC, 15551, f° 18v, compte du mayeur de la Haute Cour de Namur (1535-1540).

(42) ADN, B, 10360, f° 23r, compte du grand bailli de Hainaut (1405-1406).

(43) Jacques Rossiaud, *La prostitution médiévale*, Paris, Flammarion, 1988, p. 30-31.

(44) Voir notamment E. Cohen, *op. cit.*, p. 216.

mariage, métier, installation dans une terre ne vont pas de soi. Le crime semblerait un moyen de compenser ce dont ils sont exclus, la réponse maladroite à la quête qu'ils poursuivent, celle des femmes et celles des biens, comme l'illustre la mésaventure défendue par Guillaume de Neryssen, condamné pour homicide.⁽⁴⁵⁾

« Maximilian par la grace de dieu, Savoir faisons a tous presens et avenir. Nous avoir receu l'umblé supplication de Guillaume de Neryssen poure josne compaignon de labeur natif et demourant ou villaige de corbay en nostre pays Romant de brabant contenant comment sont quinze mois ou environ que ledit suppliant estant amoureux dune josne fille affin de lavoier en mariage, hantoit et frequantoit souvent allentour des parens et amis d'elle pour leur complaire. Quoy voyant ung nomme Jehan Gilcon le josne voisin dudit suppliant icelluy gilcon certain jour apres par grant envie quil avoit sur et alencontre dudit suppliant comme bien fait a presumer sadressa a la personne du receveur d'Opprebais beaufriere deladite fille auquel il demanda sil vouloit donner sa belle sœur en mariage audit suppliant et se le mariage se devoit faire entre le père de ladite fille et la mère dudit suppliant, A quoy ledit receveur respondit quil nen savoit encoires bonnement a parler Mais quant ainsy seroit il luy sembloit que la chose se pourroit bien conduire et mener a fin par ce que mesmement que ledit suppliant et aussi sadite mere estoient gens de bien. Surquoy ledit Gilcon respondit audit receveur disant plusieurs vilaines mauvaises et injurieuses parolles sur et contre lhonneur et bonne renommee dudit suppliant et sadi-te mere et les diffamant de tout son povoir, et advint assez tost apres que ledit suppliant non estant encoires adverty desdites parolles diffamatoires se trouva en lostel et maison dudit receveur, et luy estant illecq en devises avecq la femme dudit receveur, illec femme entre aultres choses releva audit suppliant ce que ledit Gilcon avoit ainsy malvaisement dit et parle de luy et de sadite mere et que partant ledit mariage tournoit en rompture et ne se conduiroit aucunnement entre lesdites parties. Adonc, respondit ledit suppliant en ceste maniere parlant, « Grant mercy audit Jehan Gilcon. Mais il me semble que je nay point dessearvy envers luy de ce dire ne faire, telz rapportez de moy et de ma mere [...] »

Après plusieurs péripéties, c'est la fin logique d'une chronique d'une mort annoncée...

(45) Rémission
de Guillaume Neryssen,
Bruxelles, mai 1513.
AGR, CC, 635,
f°255-257.

« Quant ledit suppliant eut laditte espee cinte, il en fust trop plus asseure et encourage alencontre dudit Gilcon, et oyant que ledit Gilcon parloit toujours hault et mauvairement de luy et de sadite mere, en les diffamant aussi, recordant en son couraige les vilaines et abominables parolles quil en avoit desia dictes le soir devant sa maison comme dit est, se esmeult tout incontinent de chaut sang et se leva de table, disant « il fault que je te tue ce fault traître », et ce disant tira sadite espee sur ledit Gilcon le cuidant effondrer mais ledit Gilcon mist le bras audevant et se deffendit de sorte que de ce cop il ne fust attaindu ne blesche et tost apres ledit suppliant recouvra son deuxiesme cop dont il frappa ledit Gilcon ung seul cop destoc au corps, et duquel cop icelluy gilcon peu de temps apres termina vie par mort. »

Cette explication du viol par l'état de nécessité, qui reprend le schème matérialiste de l'histoire de la pauvreté, peut cependant être critiquée : le viol est aussi, y compris à l'époque médiévale, le reflet de rapports de genre inégaux, dans lesquels la femme est subordonnée au désir de l'homme par le jeu des représentations collectives.⁽⁴⁶⁾

Il apparaît donc, en examinant les circonstances et les types de crimes, qu'il n'existe pas vraiment de comportement criminel spécifique à la jeunesse. Le geste violent est loin d'être leur apanage. On ne peut dès lors conclure à une violence latente, caractéristique de la jeunesse, ou à une stigmatisation des comportements violents chez les jeunes par le système judiciaire.

Jeunes du village ou vagabonds ? Un jugement partial

La tolérance vis-à-vis des jeunes ne s'étend pas aux étrangers à la communauté, nous l'avons dit. Le bas Moyen Âge (et plus encore les Temps Modernes) serait caractérisé par une mobilité fortement accrue de la population, spécialement des jeunes. Ce style de vie ne conduit pas nécessairement à une carrière criminelle, mais pousse dans plus d'un cas ces itinérants au vagabondage. Les jeunes, nombreux parmi ceux-ci, risquent une condamnation non pas parce qu'ils sont jeunes et, à ce titre, « dangereux », mais bien parce qu'ils sont vagabonds (le vagabondage devient progressivement criminalisé dans le courant du XVIème siècle). Ce genre de vie les met en contact avec des opportunités criminelles qu'ils n'auraient probablement pas rencontrées en tant que sédentaires. En outre, ce statut de « vagabond » entraîne une suspicion quasi auto-

(46) Voir notamment Georges Vigarello, *Histoire du viol, XVIème-XXème siècle*, Paris, Seuil, 1998.

matique, un stigmate de criminalité. Ces jeunes, sans attaches, sans capital social, sont traités différemment de ceux de la localité. La société « établie » a tendance à les traiter comme des adultes au regard de leur engagement professionnel supposé dans le crime et donc à les punir en conséquence. Le glissement possible d'un jeune de la société établie vers la marginalité et de la marginalité à la criminalité à plein temps est une affaire graduelle, habituellement accentuée par la rupture des liens familiaux et le dépaysement géographique. Il s'agit d'une affaire de perceptions autant – sinon plus – que de véritables délits. Un jeune résidant en permanence avec sa famille a moins de chance de tomber dans le crime et est moins susceptible d'être puni durement s'il le fait. L'affaire Jasmin Placart illustre ce possible processus graduel de marginalisation d'un jeune qui sombre peu à peu dans la délinquance jusqu'à son exécution par l'épée et l'exposition de son corps en place publique :

« Le XXVe jour du mois de fevrier XVc XXXI [...] Jehan Burneau dit Jasmin Placart filz naturel de Barbe Plascart eaigiée de XVIII ans [...] a confessé [...] les parties qui senssuit.

A confessé avoir [...] prins et desrobé une paire de chausses comme aussi empres deux chemises de thoille. Item que un jour passé il fut reprins par la justice [...] pour ce quil avoit esté rebelle a sa mere et fait pluseurs petis larchins et semblablement en la ville de Valenciennes pour ung paltho quil avoit desreubé, lequel avoit vendu. [...] Depuis demy an encha que sa mere est allee de vie a trespas il a hanté avoec trois ses compaignons [...] Ilz trouvarent sur une chair ung palletho noir, lequel ilz prindrent et le vendirent a ung quidam [...]. Parenssemble il ont prins et desreubé en pluseurs places tant sur les hayes que aultrement envyron de XVI chemises dont de l'argent quil [...] buverent par ensemble. Item que eulx estans en la ville d'Athe en Hainau lung de ses compaignons colpit une bourse en laquelle il y avoit XXIIII solz, lequelz ilz distribuerent ensemble. [...] Confesse quil y a envyron dun mois que luy et ses trois compaignons trouvarent une jeusne fille entre Athe et Lens laquelle ilz tirarent de force en une fosse et labatirent par terre et firent delle les uns apres lautre leurs bon plaisir en la soy tenant a deux tandis que lun eust fait et accomply son plaisir et le IIIe faisoit le ghet de peur dela venue daulcune gens en ceste sorte continuarent jusques quilz en eurent tous IIII fait leur volonté. Confesse encoires que eulx quatre ilz trouvarent ung

(47) AÉN, H.C.,
n° 1327, f° 33v-34v,
registre aux sentences de la
Haute Cour de Namur
(1522-1541). Sur les mar-
ginaux, voir Bronislaw
Geremek : « Criminalité,
vagabondage,
paupérisme : la margina-
lité à l'aube des Temps
Modernes », *Revue
d'histoire moderne
et contemporaine*, t. XXI,
1974 et *Les marginaux
parisiens aux XIV^eme et
XV^eme siècles*, Paris,
Flammarion, 1976, même
si certaines de ses analyses
ont été depuis remises
en question. Sur la législa-
tion relative au vagabon-
dage dans les Pays-Bas :
Bernard Dauven,
« La genèse d'une législa-
tion sur le vagabondage
en Brabant et en Hainaut
aux XV^eme et XVI^eme
siècles », *Bulletin de la
Commission royale pour
la publication des anciennes
lois et ordonnances de
Belgique*, t. XLV,
Bruxelles, 2004, p. 11-98.

homme entre Tournay et Athe, lequel ilz batirent tresbien de sombre colpz et luy ostirent son argent qui estoit de XXV sous. Confesse que entre Lille et Tournay [...] ilz trouverent ung mercier avoec sa mercerie auquel ilz ostirent son argent qui estoit dun florin et le battirent de sombre colpz tellement quil mourut en la place et ce fait prirent et emportarent son panyer avoec sadite mercerie y estante, laquelle ilz ont vendu dun costé et daultre a la meme main et se prirent aussi son palletho qui estoit de rouge drap, lequel ilz vendirent XXX sous a ung homme de villaige. Et si confesse que eulx quatre ensemble ilz trouverent a une lieue pres du pont a Terchin ung homme auquel ilz ostirent XVIII sous dont apres quil furent partiz de luy lun deulx declara et dist aux aultre ses compaignons que sil ne leur eust donné ledit argent ilz leussent colpe la gorge.

Executez par lespee et mis sur rue le XXVe de fevrier XVc XXXI stil de Liege. »

Dans un premier temps en rébellion contre sa mère et petit voleur, le condamné à mort s'est associé après le décès de cette dernière à trois hommes, avec lesquels il a commis divers vols, pour « glisser » ensuite sur la pente du crime avec un viol en réunion et des vols avec violence, et puis vers le crime de sang, en commettant un homicide.⁽⁴⁷⁾ Sa longue confession nous laisse entendre qu'il a également plus ou moins quitté la vie sédentaire qu'il connaissait auprès de sa mère pour pérégriner avec ses compaignons.

Dans leur propre communauté, par contre, les jeunes semblaient assez bien acceptés. Le rôle de la jeunesse dans les activités ludiques de la communauté est relativement bien connu. Sont réservés aux jeunes un certain nombre de rites obéissant à des règles précises : fête de mai, fête des fous... À la fin du Moyen Âge, la jeunesse reste liée à la communauté dont elle dépend et qu'elle est d'ailleurs chargée de défendre et de venger contre l'intrus. Cette défense s'applique en priorité au bien commun par excellence : le patrimoine des femmes. Les groupes de jeunes avaient en effet une existence et des fonctions sociales, la plupart du temps institutionnalisées sous la forme de fraternités de jeunesse ou abbayes. Ces organisations intégraient le jeune dans la vie de la cité et servaient à le canaliser.⁽⁴⁸⁾ Leurs activités étaient souvent en rapport avec la fonction des jeunes comme surveillants des conventions sexuelles et du mariage, dont l'exemple d'activité le plus connu est le charivari.⁽⁴⁹⁾

La lettre de rémission accordée à Vincent Malinrute pour homicide nous éclaire une fois encore sur l'enjeu que représentaient les femmes pour ces jeunes en recherche d'une place dans la société : ⁽⁵⁰⁾

« Charles, Scavoir faisons a tous presens et advenir nous avoir receu lhumble supplication de Vincent Malinrute josne compaignon manouvrier demourant à Niel St martin pres Walhain Saint Pol en nostre Romant pays de Brabant contenant comment en lan XVc trentedeux, le dimanche VIIIe. jour apres pasques closes, ledit suppliant est venu à la feste et ducasse St Lambert en Libessart en nostredit Romant pays de Brabant, pour y passer sont temp comme josnes compaignons sont accoustumez faire. Oū il a trouve deux ses compaignons lun nomme Gregoire Gillebert et lautre Jehan marchant. Et à lapres disner, ils se sont trouvez ensemble à la danse. Et estant illec, la coutumme que nulz compaignons pevent danser dedens la danse sinon ceulx qui sont dicelles parroiches, ou par congié deulx, ledit suppliant et ses compaignons, sans y penser, sont aller danser ladite danse. Quoy voyans, ceulx de ladite parroiche leur dirent en murmurant quilz sen iroient dehors. A quoy ledit suppliant obeissant alloit incontinent dehors, et lesdits deux compaignons demeurèrent dedens, Et lesdits compaignons de la parroiche se sont avanchez de frapper de leurs espees et bastons apres eulx. [...] Et de son espee [Vincent] a donné ung cop sur le teste de Arnoul de Molin qui en cheut par terre, Et le debat fut cessé, de laquelle bleschure environ cincq jours apres, il est terminé vie par mort, Au grant regret dudit suppliant [...] »

La force physique reconnue à la jeunesse est sans doute pour une large part dans ce rôle qui lui est dévolu. Mais la communauté avait aussi besoin de la jeunesse pour d'autres raisons : les jeunes étaient les garants de l'équilibre de la communauté, d'où une sorte de consensus qui s'établissait entre les différentes classes d'âges. On peut supposer que les jeunes étaient intégrés dans la communauté et que leur idéal était de s'y installer eux aussi.

Le vagabondage, marqueur d'une jeunesse « à risque » ?

Même s'il est encore relativement flou, le concept de « jeunesse » à la fin du Moyen Âge existe bel et bien. C'est surtout dans sa limite supérieure qu'il est complexe à cerner. Celle-ci est fluctuante. Mariage, indépendance vis-à-vis des aînés, au point de vue socio-économique notamment, peuvent constituer des critères

(48) À ce propos, voir Jacques Rossiaud, « Fraternités de jeunesse... », *op. cit.*, p. 67-102. Voir aussi Nathalie Zemon Davis, « The Reasons of Misrule... », *op. cit.*, p. 41-75 et Robert Muchembled, « Die jugend und die volkskultur... », *op. cit.*, p. 35-58.

(49) Sur le charivari, voir entre autres : Jacques Le Goff et Jean-Claude Schmitt, [dir.], *Le Charivari*, Paris-La Haye-New York, École des hautes études en sciences sociales, 1981 ; G. Rooijakkers et T. Romme, [dir.], *Charivari in de Nederlanden. Rituele sancties op deviant gedrag*, Amsterdam, Koninklijke Nederlandse akademie van wetenschappen. P. J. Meertens-instituut voor dialectologie, volkskunde en naamkunde, 1989 (*Volkskundig bulle-*

tin. Tijdschrift voor Nederlandse cultuurwetenschap, 15(3). Voir aussi les travaux de Nathalie Zemon Davis (notamment son article déjà cité).

(50) Rémission de Vincent Malinrute, Gand, avril 1547. AGR, CC, 642, f° 232-233.

(51) Voir Catharina Lis et Hugo Soly, « Jeugd, criminaliteit en sociale netwerken... », *op. cit.*, p. 15-16.

permettant de définir le terme de la jeunesse, le passage à l'âge adulte. Les archives judiciaires nous permettent de nous rendre compte de deux éléments importants. Tout d'abord, la violence exercée par ces jeunes n'est pas différente de celle de leurs aînés. Nous pouvons néanmoins noter une plus grande propension à commettre des vols et des viols. Le deuxième élément concerne le jugement qu'émet l'institution judiciaire de l'époque. Les jeunes délinquants sont soumis aux mêmes peines que leurs aînés ; il n'existe pas à proprement parler de peines spécifiques pour ce groupe d'âge. Cependant, s'ils ne sont pas traités de manière particulière par les instances judiciaires, leur jeune âge réel, présumé ou reconnu comme tel, est indubitablement pris en compte comme circonstance atténuante. Pour autant, l'âge ne semble pas constituer l'élément le plus déterminant de la clémence des juges : l'intégration dans la communauté semble jouer un rôle encore plus important. Dès lors, le groupe représentant le plus grand « risque » pour la société ne serait pas tant les jeunes que les étrangers à la communauté, les personnes sans ancrage social. Les jeunes sont en définitive bien tolérés tant qu'ils sont dans leur communauté d'origine, qui les intègre et les encadre (notamment par les abbayes de jeunesse), leur laisse un rôle à jouer comme gardiens du mariage et des conventions sexuelles. Les jeunes ont tendance à être exclus plus facilement lorsqu'ils se trouvent confrontés à une autre justice que celle de leur juge ordinaire. De plus, dans la législation produite par les autorités urbaines namuroises, il existe un lien évident entre le vagabondage et la jeunesse. Peut-on en conclure que vagabondage et jeunesse peuvent parfois se confondre dans l'esprit des juges ? Dans une situation de précarité sociale et seulement dans ce contexte, la jeunesse serait donc considérée comme une « population à risque ». À l'époque médiévale comme au XIX^{ème} siècle, les personnes les plus susceptibles de représenter une menace pour la communauté, et donc d'être poursuivies, étaient celles qui disposaient de peu – voire pas – de capital social, de liens avec le groupe dominant.⁽⁵¹⁾ La situation actuelle n'est pas si différente. La question de l'intégration dans l'appréhension de la jeunesse déviante n'est pas si anachronique qu'elle pourrait paraître au premier abord. La jeunesse délinquante pointée du doigt par les médias et les acteurs sociaux à l'heure actuelle n'appartient-elle pas, elle aussi, pour une bonne part, à cette population en marge de la société ?